

# Des lycéens réclament le report des examens

• Cnapeste Tizi Ouzou/Les enseignants décident de poursuivre la grève illimitée

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4349 - Jeudi 14 décembre 2017 - Prix : 10 DA

Ambassade américaine à El Qods

## Pas de transfert dans l'immédiat

Des chantiers AADL à la traîne dans 20 wilayas

## Temmar menace les entreprises de résiliation de contrats

### Les guerres arabes au tournant de l'année

Par Mohamed Habili

2017 ne se termine pas sans que l'Irak recouvre son unité politique et que la Syrie se soit rapprochée de la sienne, encore qu'il lui reste quant à elle beaucoup à faire avant que ses morceaux ne soient de nouveau complètement recollés. Cette année est un tournant pour l'un comme pour l'autre, bien qu'il soit vrai qu'elle le soit bien plus pour l'un que pour l'autre. La Syrie serait probablement à cet égard quasiment au même niveau que l'Irak sans la présence militaire américaine dans la région de Raqqqa, aux côtés des Forces démocratiques syriennes à dominance kurde. L'annonce faite par les Russes de la victoire sur Daech, et conséquemment du début de retrait de leurs forces, sont implicitement une invite aux Américains pour qu'ils songent eux aussi à plier bagage. Ceux-ci ont d'ailleurs bien reçu le message, sauf qu'ils y répondent par la négative, en se montrant peu convaincus à la fois de la victoire sur Daech et de la réalité du retrait russe. Reste que ce n'est pas aux Russes que les unités à demi clandestines américaines risquent de se trouver confrontées dans les jours ou semaines qui viennent, mais à l'armée turque, dont tout indique qu'elle n'attendra pas longtemps avant de fondre non pas certes sur elles, mais sur les Kurdes. La présence militaire américaine est plus un problème pour les Turcs que pour les Syriens. Sans elle, l'armée turque serait déjà intervenue contre les Forces démocratiques syriennes.

Suite en page 3

Le web, un vrai danger pour nos enfants

# Les spécialistes alertent parents et internautes



P1/D.R.

La ministre des TIC, le ministère de la Défense nationale ainsi que l'expert international Malek Si-Mohamed mettent en garde les parents des risques d'internet et insistent sur la nécessité de contrôler davantage les activités de leurs enfants sur la Toile. Lire page 2

Ciment

## L'Algérie prépare le lancement d'une nouvelle ère d'exportation

Exposition

## Des artistes algériens revisitent le «Guernica»

Le web, un vrai danger pour nos enfants

# Les spécialistes alertent parents et internautes

■ La ministre des TIC, le ministère de la Défense nationale ainsi que l'expert international Malek Si-Mohamed mettent en garde les parents des risques d'internet et insistent sur la nécessité de contrôler davantage les activités de leurs enfants sur la Toile.

Par Thinhinene Khouchi

**B**ien que ces nouveaux moyens de communication aient grandement facilité la vie de l'humanité en permettant, surtout, de gagner en performance, en efficacité et en temps, les dangers d'internet sont nombreux. En effet, l'expert international en TIC, Malik Si Mohamed, a affirmé que les dangers que recèlent internet sont à la hauteur de ses avantages. «*Ces nouvelles technologies ont facilité la vie humaine mais en revanche toutes les déviances et tous les phénomènes que l'on peut observer dans le monde réel et physique trouvent leur équivalent dans le monde dématérialisé et virtuel*», a-t-il expliqué lors de son passage à la Radio nationale. Il a cité, à titre d'exemple, la plus récente des actions criminelles sur le net, à savoir le «*jeu*» virtuel «*Blue Whale Challenge*», la baleine bleue, qui a défrayé la chronique et fait plusieurs victimes parmi les jeunes adolescents. A ce propos, l'expert a déploré particulièrement le manque de prévention. «*On aurait pu renforcer la prévention pour éviter d'arriver à ce résultat macabre*». Reconnaisant la difficulté de traquer instantanément et efficacement ces hackers et ces criminels de la toile, l'expert en TIC



P.N.D.R.

appelle à la vigilance. Il faut «*se prémunir afin de limiter les dégâts*», recommande-t-il, déclarant que «*les enjeux ne sont pas techniques mais sociétaux*». De son côté, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique, Houda Iman Faraoun, a souligné

qu'il n'y a pas un site précis de ce jeu que l'on puisse bloquer, estimant que la sensibilisation des enfants et la nécessité pour les parents de contrôler leurs activités sur Internet était la seule solution. Selon elle, du point de vue technique, l'Algérie possède tous les moyens pour bloquer

les sites dangereux, mais il est impossible de bloquer ce type de jeux qui n'a pas un site précis, ajoutant que le téléchargement de ce type de jeux est possible sur les réseaux sociaux. La ministre a affirmé, à propos de ce jeu qui a entraîné des cas de décès dans certaines wilayas,

que le site officiel de ce jeu a été bloqué depuis longtemps mais il circule toujours sur les réseaux sociaux et peut être téléchargé. Si nous voulons nous en débarrasser, il faut fermer tous les sites, ce qui n'est pas possible, a-t-elle dit. La seule solution pour protéger les enfants des risques d'internet est la sensibilisation des enfants et la nécessité pour les parents de contrôler leurs activités sur la Toile, a estimé Faraoun. Les premiers résultats de l'enquête ouverte par les services de sécurité ont confirmé un seul cas de suicide lié au jeu de la baleine bleue. Quant aux autres cas, l'enquête suit son cours, sans qu'aucun lien ne soit établi jusqu'à présent avec ce jeu vidéo. La Direction générale de la Sécurité nationale et le ministère de l'Éducation nationale ont lancé une campagne de sensibilisation à travers les établissements éducatifs pour informer et sensibiliser les enfants et leurs parents sur les risques liés aux jeux disponibles sur le réseau Internet. Le ministre de la Défense nationale a même envoyé un message sur les téléphones des citoyens «*parents*» afin d'attirer leur attention sur les dangers d'internet et ainsi protéger davantage leurs enfants.

T. K.

Ambassade américaine à El Qods

## Pas de transfert dans l'immédiat

**L'**ambassade des Etats-Unis ne serait probablement pas transférée à El Qods avant 2020, ont rapporté les médias américains. «*Ce n'est pas quelque chose qui se passera tout de suite*», a déclaré le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson devant le département d'Etat, selon le quotidien américain *New York Times*. Le président américain Donald Trump avait annoncé mercredi dernier sa reconnaissance d'El Qods comme capitale d'Israël et son intention d'y transférer l'ambassade américaine. M. Trump a indiqué également que le département d'Etat commencerait «*immédiatement à embaucher des architectes et des ingénieurs pour ce but*». Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré depuis Istanbul que Donald Trump avait «*offert El Qods en cadeau*», estimant que les Etats-Unis n'avaient plus de rôle à jouer dans le processus de paix. Il a par ailleurs indiqué, dans son discours à l'ouverture du Sommet extraordinaire de l'Organisation de coopération islamique (OCI), consacré à la reconnaissance par Washington d'El Qods occupée comme capi-

itale d'Israël, que la ville sainte «*est et restera éternellement la capitale de l'Etat de Palestine (...)* Et il n'y aura ni paix, ni stabilité sans cela», a-t-il ajouté. Dans le monde, la décision du président américain a suscité l'inquiétude. Le ministère palestinien des Affaires étrangères a demandé

une réunion d'urgence de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour étudier les derniers développements. «*Transférer l'ambassade à El Qods et la considérer comme capitale d'Israël est une destruction de tout ce qui a été fait pour la paix. C'est une respon-*

sabilité que le président américain et que les Etats-Unis devront assumer devant le monde entier. Nous, pour notre part, nous ne ferons aucun effort en faveur d'une initiative qui sera proposée par le président Trump. Cela ne veut pas dire la fin de la paix. Il y a encore la Russie, la Chine, l'Europe et le monde multipolaire, pas le monde que possède les Etats-Unis», a déclaré Nabil Chaath, conseiller du président de l'Autorité palestinienne, à la chaîne Russia Today (RT). La révolte palestinienne s'est ravivée après la décision irresponsable du président américain, Donald Trump, de reconnaître El Qods comme capitale de l'entité sioniste. «*La population palestinienne s'insurge contre cette injustice en organisant des manifestations pacifiques en l'absence des médias qui font l'impasse sur cette réalité*», soutiennent les Palestiniens, qui défient l'occupation avec détermination et dignité. Les membres du Conseil de sécurité, réunis en urgence, n'ont pas ménagé leurs critiques envers les Etats-Unis qui ont reconnu El Qods occupée capitale d'Israël, réaffirmant le consen-

sus sur le statut de la ville sainte qui ne peut être modifié par décision unilatérale. «*Toute décision unilatérale qui chercherait à changer le caractère et le statut d'El Qods pourrait sérieusement saper les efforts de paix et avoir des répercussions graves sur la région*», a déclaré le coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov. «*La position de l'ONU est claire : El Qods fait partie des questions du statut final pour lesquelles une solution globale, juste et durable doit être trouvée à travers des négociations*», a-t-il affirmé. De son côté, l'ambassadeur palestinien auprès de l'ONU, Riyad Mansour, a indiqué que sa délégation s'était rendue au Conseil de sécurité dans un contexte d'urgence et d'inquiétude. «*Nous exhortons le Conseil à agir rapidement pour qu'il assume ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies, à la lumière des violations et des provocations vis-à-vis du statut juridique, politique et historique d'El Qods et des droits et des aspirations légitimes du peuple palestinien*», a-t-il souligné.

Louiza A.R./Agences

### Projet gazier à Timimoun Contrat Sonatrach-Alnaft-Total-Cepsa

**UN CONTRAT** de concession entre Sonatrach, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), le groupe français Total et la firme énergétique espagnole Cepsa a été signé hier à Alger pour un projet gazier à Timimoun. Ce contrat de concession confirme le nouveau cadre contractuel applicable au développement du projet gazier de Timimoun (Sud algérien), a-t-on souligné lors de la cérémonie de signature. Le volume d'extraction de ce champ gazier, dont la mise en production est prévue en avril 2018, devrait atteindre près de 5 millions de m<sup>3</sup>/jour en plateau. En outre, les quatre partenaires de ce projet ont signé un contrat de commercialisation du gaz provenant de ce champ de Timimoun. Pour rappel, le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, avait indiqué en septembre dernier que trois nouveaux champs gaziers entreraient en production durant les premiers mois de l'année 2018. Ces trois champs sont localisés à Timimoun, Reggane et Touat, avait-il précisé. L'entrée en production de ces champs intervient dans le cadre de la stratégie du groupe Sonatrach visant à augmenter sa production gazière et à renforcer les capacités d'autres champs dont notamment celui de Hassi Messaoud.

Y. N.

Des chantiers AADL à la traîne dans 20 wilayas

# Temmar menace les entreprises de résiliation de contrats

■ Plus de 38 000 logements AADL enregistrent un retard dans la réalisation au niveau de 20 wilayas, a déclaré, à Alger, le ministre de l'Habitat.

Par Meriem Benchaouia

Abdelwahid Temmar a révélé, lors d'une réunion au siège du ministère de l'Habitat avec les représentants des entreprises concernées par le retard dans la réalisation des projets de logements AADL, qu'il y avait un retard dans la réalisation de 38 450 logements dont 24 851 unités confiées à des entreprises étrangères et 13 600 autres à des entreprises algériennes. Le premier responsable du secteur a instruit les entrepreneurs et les entreprises accusant un retard à pallier la situation dans les plus brefs délais sous peine de résiliation de leurs contrats. Le message adressé aux entreprises retardataires dans la réalisation des logements AADL est «clair et ferme», a soutenu M. Temmar, ajoutant que la réunion d'aujourd'hui a permis de faire un bilan détaillé des motifs de retard et des solutions pour y remédier. Cette rencontre est une dernière chance pour réagir sinon ça sera la résiliation des contrats, a affirmé le ministre à l'adresse des entreprises retardataires, indiquant que le code des marchés publics est clair à ce sujet. «En l'état actuel des choses, des entreprises de réalisation s'acheminent vers la résiliation de contrat», a averti le ministre ajoutant que «dorénavant, le suivi des projets se fera par une intensification de sorties sur le terrain dans les différentes wilayas et la mobilisation d'équipes de contrôle». «J'appelle les responsables en charge du suivi du programme AADL à effectuer des contrôles quotidiens et à élaborer des rapports hebdomadaires pour éviter la résiliation de contrats et les problèmes pouvant en découler», a préconisé M. Temmar. Après le paiement des créances, sur instruction du président de la République et vu la disponibilité des moyens de réalisation et des matériaux de construction, il n'y a plus aucun prétexte pour le retard dans la réalisation, a estimé le ministre. Admettant que la responsabilité incombe parfois à l'administration, le ministre a donné aux



entrepreneurs l'opportunité de présenter des rapports détaillés sur des motifs éventuels de retard, affirmant que l'objectif de la rencontre d'aujourd'hui est également le rappel de la stratégie du ministère en termes de priorité au lancement des projets de logements. Evoquant la situation dans certaines wilayas concernées par le retard à l'instar de Biskra et Ain Defla, M. Temmar a déploré le statu quo dans les chantiers en dépit des instructions données aux entrepreneurs lors de visites d'inspection et les promesses d'accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard.

## Rendre publics les noms des entrepreneurs concernés

«Dorénavant, les entrepreneurs concernés par le retard seront mis devant leurs responsabilités à travers la publication de leurs noms sur la page Facebook du ministère et à travers les médias», a affirmé M. Temmar, ajoutant que les services de son département veilleront à «rendre publics les véritables taux d'avancement des travaux des différents projets, pour permettre aux souscripteurs

du ministère de l'Habitat ont relevé un retard dans la réalisation de 10 832 unités de logement de type logement social locatif (LSL) et 286 unités de logements promotionnels publics (LPP) au niveau de la wilaya d'Alger, dont la réalisation est confiée à deux sociétés nationales. D'autre part, le ministre a fait état d'une rencontre, la semaine prochaine, avec les producteurs locaux de matériaux de construction, dans le cadre d'une foire organisée à la Safex, pour encourager l'utilisation de produits locaux et faire connaître toutes les entreprises algériennes activant dans ce domaine. Une rencontre est également prévue avant la fin d'année avec les directeurs exécutifs de wilayas concernés par le secteur de l'Habitat. Par ailleurs, le ministre a affirmé que les projets de réalisation de logements en 2018 seront attribués selon les capacités réelles des entreprises et le respect des délais et de la qualité. Affirmant que la priorité sera donnée aux entreprises qui respectent les critères de délai et de qualité, M. Temmar a soutenu que les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements en termes de délais de réalisation et de qualité ne se verront plus attribuer de projets de logements à l'avenir. Mettant l'accent sur la nécessité de créer des groupes de construction, à l'image de Cosider 2, le ministre a appelé à encourager les petites entreprises de réalisation à intégrer ces groupes. Les nouveaux programmes de logements prévus en 2018, dans le cadre de la loi de finances, feront l'objet d'un suivi rigoureux, a promis M. Temmar, qui a rappelé le lancement, en dépit des contraintes financières, des travaux de 270 000 unités à travers le territoire national, dont 80 000 pour l'habitat rural, 70 000 de type public aidé (LPA) et 120 000 dédiées à la formule de type location-vente. M. B.

## Union interparlementaire arabe sur El Qods

### Bensalah se rend à Rabat

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, prendra part, aujourd'hui à Rabat (Maroc), à la réunion des présidents des Assemblées parlementaires arabes, ainsi qu'aux travaux de la session extraordinaire de l'Union interparlementaire arabe, pour la discussion des derniers développements liés au statut d'El-Qods Echarif, a indiqué, hier, un communiqué du Conseil de la nation. «Sur invitation du président de l'Union interparlementaire arabe (Uipa), le président du Conseil de la nation, M. Abdelkader Bensalah, prend part,

jeudi le 14 décembre 2017, à la tête d'une délégation parlementaire de haut niveau, représentant les deux chambres, au sommet des présidents des Assemblées parlementaires arabes et à la session extraordinaire de l'Uipa qu'abrètera la capitale marocaine (Rabat), pour la discussion des derniers développements liés au statut d'El-Qods Echarif», a précisé la même source. Les participants à cette session extraordinaire «tenteront de dégager une position à la hauteur de la dure épreuve que traverse la cause palestinienne», conclut la même source. R. N.

## LA QUESTION DU JOUR

### Les guerres arabes au tournant de l'année

Suite de la page une

En effet, Ankara voit dans leurs mouvements à ses frontières une menace pour sa sécurité. Pour les Américains, l'entente avec les Kurdes ne comporte en revanche nulle dimension stratégique, ce n'est qu'un prétexte pour maintenir une présence destinée non pas à combattre mais à peser sur la recherche d'une solution politique à la crise syrienne. Mais le temps risque de leur manquer, car la patience des Turcs est de courte durée dès lors qu'il s'agit de la menace kurde. L'intérêt des Américains serait donc que le processus de Genève débouche rapidement, en tout cas avant que l'armée turque ne passe la frontière pour empêcher une quelconque réalisation politique kurde. Ainsi donc, même pour la Syrie, 2017 pourrait bien être la dernière année de guerre. On ne peut en dire autant ni du Yémen ni de la Libye, pour des raisons d'ailleurs qui sont loin d'être les mêmes. Au Yémen, la nouvelle situation dans les régions sous domination houthie, suite à la liquidation de Ali Abdallah Salah, laisse peu d'espoir d'une atténuation du conflit dans un avenir proche. Les Houthis sont désormais seuls face à la coalition arabe. Sans la communauté internationale qui en appelle à la retenue, tout en se montrant prête à sévir le cas échéant contre les belligérants, la guerre aurait été déjà portée à son paroxysme. L'année qui vient, sinon en totalité du moins à ses débuts, sera probablement celle de la décision, les Houthis ayant réussi à faire l'unanimité contre eux. Il est probable que des troupes terrestres arabes soient envoyées pour en finir une bonne fois pour toutes avec eux. Pour ce qui est de la Libye, on ne voit pas non plus de solution poindre à l'horizon. Toutefois, ce n'est pas d'une violence accrue que ce pays est menacé en 2018 mais de la persistance de ses divisions politiques et territoriales, dont rien ne parvient à bout, pas même un accord pourtant adopté dans les règles. M. H.

## Projet de loi sur la poste et les télécommunications

### Le bureau de l'APN transmet 19 amendements à la commission compétente

LE BUREAU de l'APN a transmis, hier, à la commission des transports et des télécommunications, 19 amendements réunissant les conditions de forme concernant le projet de loi définissant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications, a indiqué l'institution parlementaire dans

un communiqué. Les amendements examinés par l'APN sous la présidence du vice-président Mohamed Messaoudja seront étudiés avec les représentants de leurs auteurs avant la séance de vote prévue lundi 18 décembre, a précisé la même source.

L. M.

Changement du permis de conduire

# Suppression de l'attestation consulaire pour les émigrés

■ Les ressortissants algériens établis à l'étranger peuvent désormais demander leur certificat de capacité pour les formalités d'échange de leurs permis de conduire en permis étranger, sans produire l'attestation consulaire délivrée par le ministère des Affaires étrangères, indique, hier, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, dans un communiqué.

Par Salah T.

«**D**ans le cadre de la facilitation des démarches administratives engagées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités



locales et de l'Aménagement du territoire, à la faveur des citoyens et citoyennes établis à l'étranger, le ministère informe l'ensemble des demandeurs de certificats de capacité pour les formalités d'échange de leurs permis de conduire en permis étranger, qu'ils peuvent désormais demander leur certificat de capacité sans avoir à produire l'attestation

consulaire délivrée par les services de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères», précise la même source. L'annulation de cette attestation s'est faite en commun accord avec le MAE, a-t-on ajouté. Une instruction a été adressée, en ce sens, le 2 novembre 2017, aux walis, en communication avec les walis délégués, les

chefs de daïra et les présidents d'Assemblées populaires communales, souligne-t-on. Le ministère de l'Intérieur relève également qu'en vertu de cette instruction, les ressortissants algériens résidents à l'étranger peuvent se faire remettre en main propre directement leur certificat de capacité auprès des administrations locales concer-

nées. De même qu'ils auront la possibilité de mandater une personne de leur choix pour demander et/ou récupérer leur certificat de capacité, à charge de remettre à cette personne mandatée une procuration établie par les consulats d'Algérie, ou un simple mandat légalisé au niveau des communes.

S. T./APS

Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits

## Constantine : plusieurs thématiques au menu de l'assemblée générale

Les travaux prévus dans le cadre de la 1<sup>re</sup> Assemblée générale du Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits et la Médiation entamés hier à Constantine, se tiennent à huis clos sous le thème central «Femmes médiatrices et promotion de la coopération transfrontalière». Les séances programmées permettront aux participants d'aborder plusieurs sujets tels

que «Comprendre la participation des femmes dans les efforts de consolidation de la paix», «La collaboration transfrontalière dans la contribution à la cohésion territoriale en Afrique et au niveau mondial». Selon les données communiquées à la presse, les travaux de la première journée de cette 1<sup>re</sup> Assemblée générale du Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits et la

Médiation réuniront également les participants autour des thèmes, notamment, «la coopération transfrontalière en Afrique par les personnes : donner un visage humain à la convention de Niamey en évoluant les lacunes, les difficultés et les possibilités sur le terrain». La troisième séance de la journée abordera le thème «des femmes dans la communauté frontalière transformant

les barrières en ponts grâce à des approches axées sur les personnes». La cérémonie d'ouverture de la 1<sup>re</sup> Assemblée générale du Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits et la Médiation, présidée par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'était déroulée en présence de Smail Chergui, Commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, de Ghania Eddalia, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et D' Speciosa Wandira, membre du

groupe des sages de l'UA et co-présidente de FemWise Africa. Co-organisée par l'Algérie et l'Union africaine (UA), la réunion de Constantine se tient dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la première réunion de Constantine, tenue en décembre 2016 et entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA en juillet 2017 et qui appellent, notamment, à institutionnaliser la place et le rôle des femmes dans les négociations de paix.

Hatem B.

Implication de la femme dans les questions sécuritaires

## Messahel : «L'Algérie a pris des mesures concrètes»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé, hier à Constantine, que l'Algérie a pris à l'échelle nationale des «mesures concrètes» à l'avantage de la femme pour consolider son implication dans la prise en charge des préoccupations sécuritaires. «L'Algérie qui s'est engagée pleinement au sein de notre Union continentale en faveur de l'implication de la femme dans la prise en charge des préoccupations sécuritaires qui nous interpellent, a pris à l'échelle nationale des mesures concrètes à l'avantage de la femme algérienne», a souligné M. Messahel à l'ouverture des travaux de la première Assemblée générale du Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits et la Médiation (FemWise-Africa). Ces mesures reposent, a ajouté le

ministre, sur les orientations contenues dans les différents programmes politiques du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ciblant «la promotion des droits de la femme algérienne et son engagement pour une société d'égalité des sexes». L'amélioration et le renforcement du cadre législatif national concernant la protection de la femme et de sa représentation et participation dans la vie politique, ainsi que la ratification des conventions internationales et régionales relatives aux droits humains et ceux des femmes en particulier figurent parmi «les principales mesures prises dans ce sens par l'Algérie», a ajouté le ministre des Affaires étrangères. «En plus de la ratification de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

l'Algérie a ratifié le 9 octobre 2016, avec des déclarations interprétatives, le protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes dont les articles 9 et 10 font référence au droit de participation de la femme au processus politique, à la prise de décision, à la promotion et au maintien de la paix», a rappelé le ministre. La mobilisation de la femme algérienne dans la lutte contre le terrorisme et au processus de sa mise en œuvre a été mise en exergue par M. Messahel qui a salué la Commission de l'Union africaine pour les efforts forts louables pour l'organisation de cet événement.

Ghani Y.

Université de Ouargla

## Ouverture prochaine d'un «Espace France» non pas d'un consulat

La réouverture d'un consulat français à Ouargla a été annoncée «à tort» par la presse, a indiqué hier l'ambassadeur de France à Alger dans un communiqué, précisant qu'il s'agit plutôt de l'ouverture prochaine d'un «Espace France» au sein de l'université de la même ville. «A l'occasion de son déplacement dans cette ville le 12 décembre, l'ambassadeur de France, M. Xavier Driencourt, a annoncé l'examen, en liaison avec l'université de Ouargla et à la suite du CIHN tenu à Paris le 7 décembre, de l'ouverture prochaine d'un Espace France au sein de cette Université», a préci-

sé le communiqué, ajoutant que «la presse a annoncé à tort la réouverture d'un consulat français à Ouargla». L'ambassadeur a mentionné, à cette occasion, qu'il y avait eu à Ouargla un consulat jusqu'en 1983, a expliqué la même source, assurant qu'il «n'en a évidemment pas annoncé la réouverture». Le diplomate français «se réjouit» de la coopération étroite entre la France et l'Algérie dans la région de Ouargla, portée notamment par la présence, depuis 2014, d'un Institut supérieur de technologie appliquée (ISTA), a relevé la même source.

Yanis F.

## Ciment

# L'Algérie prépare le lancement d'une nouvelle ère d'exportation

■ L'Algérie prépare le lancement d'une nouvelle ère d'exportation du ciment nécessitant des efforts supplémentaires afin d'accéder aux marchés internationaux, a indiqué, à Oran, le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi.



PHOTO

Par Anissa A

«**N**ous pouvons dire aujourd'hui que l'Algérie, qui était un grand importateur de ciment d'une valeur de 500 millions de dollars US dans les années 2014 et 2015, est en phase de lancement d'une nouvelle étape d'exportation nécessitant plus d'efforts», a souligné M. Medjoubi, dans son allocution prononcée à l'occasion de la première opération d'exportation du ciment gris du port d'Arzew

vers le port de Banjul en Gambie (Afrique de l'Ouest) par la société «Lafarge Holcim Algérie». Le même responsable a précisé que l'opération d'exportation du ciment gris a permis à l'Algérie de sortir du cercle des importateurs pour se joindre à celui des exportateurs, «ce qui lui ouvre de nouveaux horizons dans le cadre de la stratégie nationale décidée par les pouvoirs publics de se diriger vers l'exportation et la diversification de l'économie». En plus du groupe Lafarge Holcim Algérie, le groupe

industriel du ciment Algérie (GICA), leader du marché national, est en discussions avec des opérateurs étrangers pour créer des partenariats permettant l'accès du ciment algérien aux marchés internationaux, a ajouté le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines. L'exportation de ce produit intervient après que la fabrication du ciment en Algérie a connu une dynamique dans les dernières années, où elle a su répondre à tous les besoins du marché national. Quoique cette

industrie soit moderne en Algérie, elle a réussi à s'imposer comme l'une des bases du paysage industriel du pays, a-t-il affirmé. M. Medjoubi a rappelé que de grands et importants investissements ont été réalisés ces dernières années avec une amélioration du climat d'affaires, ce qui a permis d'augmenter le nombre de cimenteries de trois usines dans la période post-indépendance à 17 usines produisant un total de 22 millions de tonnes en 2016. La production sera revue à la hausse d'ici à la fin de cette année à plus de 24 millions de tonnes, a-t-il prévu. Cette branche où activent actuellement quatre opérateurs économiques dont le groupe GICA avec une production estimée à environ 13 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de 60% de la production nationale, suivi par Lafarge Holcim Algérie avec plus de 8 millions de tonnes par an et deux autres opérateurs du secteur privé. Il est prévu que cette tendance ascendante se poursuive dans les prochaines années, après l'entrée en exploitation d'autres projets et le lancement de la production de nouvelles branches de ciment, par exemple, le ciment pétrolier utilisé dans la fabrication et la production de pétrole, selon le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines. M. Medjoubi a rappelé les déclara-

tions précédentes du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a affirmé que cette filière de l'industrie dispose de capacités pour que le ciment devienne l'un des produits industriels importants qui peuvent être exportés, réitérant la disposition de l'Etat à accompagner tous les investisseurs actant dans cette filière et à lever toutes les entraves qui se dressent devant l'exportation, surtout du ciment. Le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines a valorisé le rythme actuel de la croissance industrielle, qui «sera positive pour l'économie nationale, à condition que les efforts se développent par tous». La cérémonie d'exportation du premier chargement de ciment gris s'est déroulée en présence du Président-directeur général de la société «Lafarge Holcim Algérie», Jean-Jacques Gauthier, du directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Said Djellab, du secrétaire général de la wilaya d'Oran, Si Ali Meddah et du président de l'Association nationale des exportateurs algériens, Ali Bey Nasri.

A. A./APS

## Prix

## Le Brent frôle les 64 dollars à Londres

Les prix du pétrole reprenaient de la vigueur hier en cours d'échanges européens alors que la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) a fait état d'une baisse des réserves de brut. En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 63,97 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 63 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier prenait 43 cents à 57,57 dollars. Les cours avaient nettement reculé mardi alors que les marchés encaissaient leurs bénéfices

après plusieurs séances de hausse, mais l'attention des investisseurs s'est ensuite portée sur les données hebdomadaires sur les réserves de pétrole. «Les cours ont été soutenus après la clôture mardi, quand l'API a fait état d'une baisse très marquée des réserves nationales de brut et d'un net retrait des stocks à Cushing», ont noté des analystes. Les réserves de Cushing (Oklahoma) sont particulièrement observées par les marchés car le pétrole qui y est stocké sert à fixer le cours de la référence américaine, le WTI. «La baisse des stocks était attendue étant donné les données des douanes américaines et celles du fournisseur de données Genscape sur Cushing», a estimé un analyste.

«Les stocks d'essence et de produits distillés ont augmenté, mais ce n'est pas plus étonnant, car c'est habituellement le cas en cette saison», a-t-il ajouté. Les marchés attendront les données du Département américain de l'Energie (DoE), publiées en cours de séance et jugées plus fiables que celles de l'API. Pour la semaine achevée le 8 décembre, les analystes tablent sur une baisse des réserves de brut de 2,9 millions de barils, sur une hausse de celles d'essence de 2,3 millions de barils et sur une hausse de celles de produits distillés de 1,2 million de barils, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Céline N.

## Changes

## La Corée du Sud interdit à ses banques l'usage du bitcoin

La Corée du Sud a interdit hier à ses institutions financières toute utilisation de monnaies virtuelles telles que le bitcoin, une crypto-monnaie qui rencontre un très gros succès dans ce pays. Les services du Premier ministre ont annoncé à Séoul cette interdiction qui empêchera toute institution financière d'avoir des transactions en monnaie virtuelle, c'est-à-dire d'acheter, de vendre ou même de détenir une crypto-monnaie. La Corée du Sud est une place très importante pour le bitcoin car ce pays compte pour environ 20% des transactions mondiales de cette monnaie virtuelle, soit 10 fois

son poids dans l'économie mondiale. Près d'un million de Sud-coréens – notamment des petits investisseurs – détiennent des bitcoins, et la demande est si forte dans ce pays que les prix pour cette monnaie virtuelle sont supérieurs de 20% à ceux pratiqués aux Etats-Unis, premier marché mondial du bitcoin. L'annonce de l'interdiction par le gouvernement a provoqué une chute de près de 5% des cours du bitcoin sur Bithumb, le plus gros marché de cette monnaie en Corée du Sud. Les services du Premier ministre ont précisé dans leur communiqué que les émissions de bitcoins par les entreprises étaient

également interdites. En revanche, les transactions de bitcoins restent autorisées dans le pays et aucune taxation spéciale n'a été décidée sur les profits réalisés sur les monnaies virtuelles. Le bitcoin, monnaie qui a flambé ces derniers mois et évolue actuellement autour du seuil des 17 000 dollars l'unité, a démarré dimanche en fanfare sur une importante Bourse américaine, le Chicago board options exchange (Cboe), des investisseurs tablent sur une reconnaissance de cette monnaie virtuelle qui suscite toutefois beaucoup de craintes de bulle spéculative.

N. A.

### Conférence OMC UE, Japon et Etats-Unis mettent la pression sur la Chine

L'UNION européenne (UE), le Japon et les Etats-Unis ont accusé la Chine de concurrence déloyale à l'occasion de la conférence de l'OMC qui se tient à Buenos Aires, selon une déclaration commune. Sans nommer la Chine, les trois membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dénoncent les subventions à l'industrie, la concurrence déloyale, les transferts de technologie exigés aux investisseurs étrangers souhaitant s'implanter dans le pays asiatique. «Nous nous sommes mis d'accord pour renforcer la coopération trilatérale au sein de l'OMC et d'autres forums, afin de supprimer ces pratiques de pays tiers injustes, protectionnistes, qui déséquilibrent les marchés», dit la déclaration commune. Ils dénoncent «des conditions de concurrence déloyale, causée par des subventions et des entreprises publiques», «le transfert forcé de technologie», dans le texte diffusé mardi pendant la Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires. R. E.

Tizi-Ouzou

# Rencontres au profit des agriculteurs pour encourager l'investissement

■ Vingt et une rencontres avec le monde agricole seront organisées dans la wilaya de Tizi-Ouzou afin d'encourager l'investissement agricole et améliorer la production, a indiqué mardi le directeur local des services agricoles, précisant que la première rencontre était prévue pour hier.



Par Lyes B.

**L**aib Makhoul a indiqué à l'APS que ces rencontres qui se tiendront au niveau de toutes les daïras de la wilaya et dont la première aura lieu au Centre de loisirs scientifiques (CLS de Tizi-Ouzou, visent à mettre en contact les agriculteurs avec les institutions d'aide à la création

d'emplois et les organismes financiers pour présenter les opportunités d'investissement dans le secteur agricole au niveau local. La rencontre inaugurale sera marquée par une exposition sur le secteur de l'agriculture et des communications qui sera animée par la DSA, la direction de la pêche et des ressources halieutiques, la Conservation des forêts et les

organismes d'aide à la création d'emploi (Ansej, Angem, Cnac), financiers et assureurs (Badr, CRMA Casnos), ainsi que par l'Agence nationale de développement et d'investissement (Andi) et l'Office national des terres agricoles (ONTA), a-t-on appris du même responsable. A propos des opportunités d'investissement, M. Laib a observé qu'à Tizi-Ouzou «il existe des cré-

neaux qui sont encore vierges et qui peuvent susciter l'intérêt des porteurs de projets». Ces 21 rencontres permettront à la DSA de «connaître les points faibles et les points forts de chaque filière et d'écouter les préoccupations des paysans, en vue de les prendre en charge. Elles vont également créer un rapprochement entre les agriculteurs et les différents organismes qui interviennent dans la promotion de l'investissement agricole», a-t-il dit. L'objectif étant d'aboutir à la mise en place d'une industrie agroalimentaire performante dans toutes les filières et apporter une valeur ajoutée, en encourageant les investissements dans la transformation, un créneau qui est très peu développé localement a observé le DSA, relevant, entre autres exemples, l'absence d'unité de production de poudre de lait à Tizi-Ouzou qui est classée pourtant à la deuxième position, à l'échelle nationale dans la production de lait cru. La formation des agriculteurs est l'un des outils sur lesquels mise la DSA afin d'améliorer la production agricole végétale et animale, quantitativement et qualitativement, a indiqué M. Laib qui a annoncé le lancement d'un programme de formation et de sensibilisation touchant à plusieurs thématiques dont la prévention et le traitement des maladies, itinéraires et des schémas techniques pour améliorer la production, la transformation et le conditionnement, a-t-il indiqué. Parallèlement à ces rencontres et formations, la direc-

tion des services agricoles prévoit l'organisation d'une vingtaine de foires pour valoriser la production agricole locale en mettant en relief les produits de chaque localité. Ces foires seront aussi une occasion pour attirer les investisseurs, assurer la commercialisation des produits, définir les sujets de formation et de sensibilisation au profit des agriculteurs et permettre à l'université de Tizi-Ouzou d'identifier des thèmes de recherche, a ajouté M. Laib.

## Ain Témouchent / Ansej Un taux de recouvrement des crédits de plus de 92 pc

**LE TAUX** de recouvrement des crédits bonifiés de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) a atteint, dans la wilaya de Ain Témouchent, 92,23 pc, a-t-on appris des responsables de l'antenne locale de l'Ansej. Ainsi, plus de 521 millions DA ont été recouverts sur un montant global estimé à 565,65 millions DA, a indiqué le directeur de l'antenne Ansej d'Ain Témouchent, Abdelhakim Khartouchi. Le taux de recouvrement pour l'année en cours a dépassé les objectifs tracés, soit plus de 96 millions DA contre un total de 46,29 millions DA prévu, soit un taux de 207,45 pc par rapport aux prévisions. Ceci traduit la prise de conscience des bénéficiaires du soutien et de leur responsabilité à veiller au remboursement des crédits dans les courts délais, selon les responsables de l'agence. L'opération de recouvrement régulier des créances encourage la poursuite du financement de nouveaux projets sans recourir au Trésor public, une stratégie que les responsables de l'antenne insistent à concrétiser à Ain Témouchent. Le dispositif Ansej a financé 5 748 projets d'investissement dans la wilaya depuis sa création générant un total de 14 353 emplois dont 952 pour les femmes, a ajouté M. Khartouchi. Le volume des investissements relatifs aux projets financés a atteint 4,43 milliards DA mettant en exergue l'intérêt accordé par les autorités en matière de création de petites et moyennes entreprises (PME) et d'encouragement de l'économie productive pourvoyeuse d'emploi.

Hocine A.

R.R.

Blida / Site de l'université Saâd-Dahleb

## Une installation de production de cartes électroniques pour tous types d'industries

**U**ne installation de production de cartes électroniques pour tous types d'industries a été inaugurée sur le site de l'université Saâd-Dahleb de Blida, un équipement fourni par deux partenaires de l'université, la société algérienne Bomare compagnie et la société américaine Universal system (Etats-Unis). Selon le recteur de l'université Saâd-Dahleb, Mohamed Tahar Abadlia, l'opération profitera, en premier lieu, aux étudiants en électronique, qui bénéficieront d'une formation appliquée sur cet équipement, d'un coût de deux millions d'euros, qui leur permettra d'acquérir des compétences garantes de leur introduction dans le monde du travail, dès leur sortie de l'université, a-t-il assuré. «Cette installation, exploitée comme chaîne de production dans les entreprises spécialisées dans la production de cartes électroniques utilisées dans différentes industries (téléphones portables, téléviseurs, récepteurs en tous genres etc...) sera mise à la disposition des étudiants de Blida, à partir d'aujourd'hui (Ndlr, mardi), en vertu d'une convention signée depuis six mois entre l'université et les deux partenaires sus-cités», a indiqué M. Abadlia. Il a indiqué qu'il s'agit là du premier

équipement du genre installé dans une université algérienne, qui sera d'ailleurs mis à la disposition de tous les étudiants algériens et autres chercheurs universitaires spécialisés dans le domaine de l'électronique et de la robotique. La convention stipule, également, l'adaptation de cette installation aux développements technologiques, qui surviendront à l'avenir, a fait savoir le même responsable. Pour le P Mokhtar Selami, responsable du développement technologique et de l'innovation auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette opération marque le début de la mise en œuvre de la nouvelle politique du secteur visant la promotion de l'innovation technologique en Algérie, à travers le lancement de partenariats avec des entreprises innovantes algériennes ou étrangères, a-t-il signalé. Il a annoncé le lancement, à ce titre, d'un plan gouvernemental visant la création de 46 000 entreprises innovantes, entre 2017 et 2018, dans un objectif de soutien de l'économie nationale dans les domaines de la technologie, de l'électronique et de la recherche. Pour sa part, le DG de la Bomare compagnie, spécialisée dans la production d'équipements

électroniques (téléphones portables et téléviseurs, entre autres), Ali Boumediene, a souligné l'importance de ce partenariat stratégique, non sans affirmer le besoin de sa société pour cet accompagnement de la part de l'université, en vue, a-t-il dit, de développer sa production, en assurant une bonne formation pratique à ces étudiants, considérés comme les ingénieurs de demain. «L'université est porteuse du développement et de la recherche scientifique visée par notre société, qui veut porter sa production à plus d'1,5 million de téléviseurs et 3 millions de téléphones intelligents, à l'horizon 2020, dans l'objectif d'élargir le volume de ses exportations, limité actuellement à l'Espagne et au Portugal», a assuré le même responsable. Quant au représentant de la société américaine Universal system, Kwan Fenik, il a mis l'accent sur l'importance de la recherche scientifique dans le développement technologique du secteur de l'électronique notamment, affirmant la disponibilité de sa société à accompagner les étudiants algériens, en les informant de toutes les évolutions dans le domaine, afin de pouvoir, à leur tour, promouvoir ce secteur.



## Sahara occidental

# Ghali appelle l'ONU à imposer le respect du droit humanitaire international

■ Le président de la République arabe sahraouie démocratique, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a appelé l'ONU et l'ensemble des organisations des droits de l'Homme à travers le monde à agir pour imposer le respect du droit humanitaire international au Sahara occidental occupé.

Par Amel N.

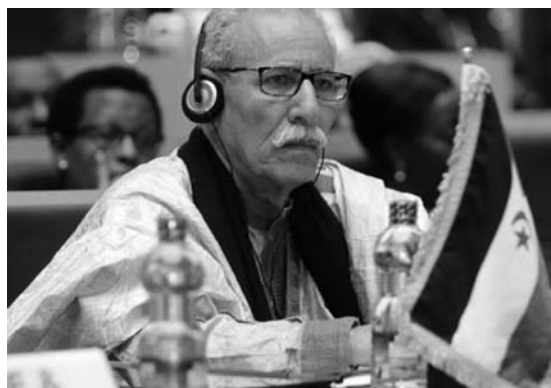
« Nous exhortons l'ONU et toutes les organisations concernées par les droits de l'Homme à agir pour imposer le respect du droit humanitaire international au Sahara occidental et la libération des détenus de Gdeim Izik et de tous les prisonniers politiques sahraouis croupissant dans les prisons du Maroc et faire la lumière sur le sort de plus de 651 Sahraouis portés disparus suite à l'invasion militaire de certaines parties de notre pays le 31 octobre 1975 », a écrit M. Ghali dans une allocution lue en son nom par son représentant spécial, membre dirigeant du Front Polisario, Hamma Salama, au Forum de la mémoire à Alger sous le thème « Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ». Lors de ce forum organisé par le quotidien *El Moudjahid* à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'Homme (10 décembre 1948), M. Ghali a sou-

ligné que « le respect des droits de l'Homme est un tout indissociable et que la pleine application de ces droits ne peut avoir lieu tant que les dernières manifestations du colonialisme persistent en Afrique, en l'absence de la décolonisation du Sahara occidental, afin de permettre à son peuple d'accéder à son droit à l'autodétermination et à l'indépendance ». « La protection des droits de l'Homme ne peut être crédible alors que le peuple palestinien ne jouit pas encore de son droit à l'indépendance et à l'édification de son Etat indépendant avec El Qods pour capitale ».

## Occupation militaire, répression de civils innocents et pillage des richesses

Le Secrétaire général du Front Polisario a rappelé que « le Maroc exerce une occupation militaire et illégale de territoires de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et perpètre les pires violations des

droits de l'homme contre les civils sahraouis innocents mais également au sud du Maroc, dans les cités universitaires et autres lieux du Maroc ». « Le procès des détenus de Gdeim Izik a montré au monde le mépris du Maroc à l'égard de la légalité internationale, en jugeant des citoyens sahraouis devant des juridictions marocaines qui leur ont infligés de lourdes peines, y compris la condamnation à perpétuité et en les détendant dans ses prisons, loin de leur pays occupé ». « Même si tous les procès intentés par le Maroc à l'encontre des citoyens sahraouis sont des procès d'occupation illégale, les citoyens soumis à l'occupation doivent être jugés sur leur territoire national en vertu du droit international humanitaire », a-t-il insisté. « Les violations au quotidien par l'Etat de l'occupation marocaine ne se limitent pas aux pratiques répressives sauvages à l'encontre des civils désarmés, dont des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes



aux besoins spécifiques mais englobent le pillage des richesses naturelles sahraouies », a précisé M. Ghali. A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité du respect par la France, l'Espagne, les pays de l'Union européenne (UE) et le monde des stipulations de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) du 21 décembre 2016 qui confirme la décision de la Cour de Justice internationale (CJI) en 1975 sur le statut du Sahara occidental du Royaume marocain, en tant que deux territoires distincts avec interdiction de toute exploitation des richesses du peuple sahraoui sans son approbation. Le président sahraoui a déploré le parti pris de la France, pays de la Proclamation universelle des droits de l'Homme, en faveur du Royaume marocain, en dépit de sa politique d'expansion et d'agression et l'inondation de la région par la drogue, qui menacent la paix et sécurité dans le monde. Le Sahara occidental est inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non indépendants, et est, de ce fait, non concerné

par l'application de la résolution n° 1514, de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, qui demeure occupé par le Maroc depuis 1975 avec l'appui de la France. Le « Forum de la mémoire » a été organisé à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'homme et du 57<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, en présence de personnalités historiques, de militants des droits de l'homme, de parlementaires et de représentants de la société civile et de la presse.

A. N./APS

## Le Venezuela réaffirme son soutien au droit à l'autodétermination

L'AMBASSADEUR du Venezuela en France, Hector Michel Mujica, a réaffirmé le soutien de son pays au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, soulignant que la question du Sahara occidental est inscrite dans le processus de décolonisation conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations unies. Intervenant à l'occasion de la première édition de l'Université d'hiver de la communauté sahraouie en France, M. Michel Mujica a indiqué que « le Maroc a échoué dans ses

confrontations avec la République sahraouie et ce fait était illustré lors du sommet UA-UE, tenu fin novembre à Abidjan, auquel le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a participé aux côtés des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine et de l'Union européenne ». La première édition de l'Université d'hiver de la communauté sahraouie en France a débuté ses travaux dimanche dans la capitale française, en présence du ministre sahraoui

des Territoires occupés et des Communautés, Mohamed Ouali Akeik, le représentant du Front Polisario en France, Oubbi Bachir et des responsables des communautés sahraouies en Europe et en France, respectivement Brahim Kharrachi et Sidi Sid M'hamed. Ont pris part également à cet événement, la présidente de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarasd), M<sup>me</sup> Régine Villemont et de l'avocat du front Polisario, Gilles Devers, a-t-on indiqué.

A. N.

## Libye

### Le Parlement choisira un nouveau gouverneur de la banque centrale

La Chambre des représentants (Parlement libyen) basée dans l'est du pays choisira la semaine prochaine un nouveau gouverneur de la banque centrale du pays, a annoncé un député. « Nous souhaitons tenir une réunion pour sélectionner un nouveau gouverneur de la banque centrale, une étape très en retard en raison du désaccord politique », a affirmé le député Omar Ghaith, cité par des médias. M. Ghaith a fait savoir que le gouverneur de la banque centrale sera sélectionné en fonction d'éléments techniques et sécuritaires. Malgré la conclusion d'un accord de paix sous les auspices de l'ONU par les différentes factions politiques, la Libye reste toujours divisée sur le plan politique sur fond d'insécurité et d'agitations croissantes. Cette division se reflète également chez la banque centrale, qui fait la distinction entre

l'est et l'ouest du pays. Les réserves libyennes de devises étrangères ont fléchi pendant les quatre dernières années. Le pays a subi plus de 140 milliards de dollars de perte, en raison de la fermeture répétée des champs pétroliers et des ports à cause du conflit. Par ailleurs, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est félicité de la disposition du Gouvernement d'entente nationale libyen et de la Chambre des représentants basée à Tobrouk à poursuivre les contacts avec la médiation de l'émissaire de l'Onu, Ghassan Salamé, qui avait présenté en septembre dernier son plan d'action à l'ONU. Moscou se félicite « de la disposition du Gouvernement d'entente nationale de Tripoli et de la Chambre de députés de Tobrouk à poursuivre les contacts avec la médiation du représentant du Secrétaire

général de l'ONU Ghassan Salamé qui avait présenté, en septembre dernier, son plan d'action à l'ONU », a indiqué M. Lavrov lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères libyen, Mohamed Taher Siala, qui effectue une visite en Russie. « Deux cycles de négociations ont déjà eu lieu et nous observons déjà des résultats concrets », a-t-il souligné, ajoutant que la Russie est « prête à contribuer par tous les moyens aux accords définitifs ». « Nous espérons également qu'au fur et à mesure que la situation se stabilise, que toutes les menaces pour la structure étatique libyenne et la sécurité des citoyens libyens sont éliminées, nous pourrions accroître notre coopération bilatérale avec une Libye unie souveraine et libre », a ajouté Sergueï Lavrov, s'adressant au ministre libyen.

Lamine H./Agences

## Tunisie

### Une augmentation des prix des carburants est envisageable

PLUSIEURS FACTEURS concourent vers l'augmentation des prix des carburants, a estimé le ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Kaddour. Il a, à cet égard, cité le déficit en énergie enregistré au niveau du pays qui a atteint 50%, ce qui a nécessité des solutions adéquates pour le surmonter. Le renchérissement du prix du baril de pétrole brut sur le marché international oscillant entre 63 et 64 dollars le baril, exige une révision des prix du carburant, selon le ministre. Cette situation aura des répercussions sur différentes entreprises nationales notamment la STEG, la Société tunisienne des industries de raffinage ou encore la Société nationale de distribution des pétroles, a-t-il souligné. Ainsi, l'augmentation du prix de l'essence à la pompe est une option possible vu la conjoncture que traverse le pays.

R. M.

Renault Algérie Production fête ses 3 ans

# Une version diesel de la Symbol à moins de 1 800 000 DA

● Un troisième modèle sera lancé sur la chaîne de montage en 2018

Page animée par Ali Zidane

**R**enault Algérie participe, comme à chaque année, au Salon de l'automobile Autowest au Centre des conventions d'Oran. Les véhicules «Made in bladi», Renault Symbol et Dacia Sandero Stepway en attendant le troisième modèle la Renault Clio IV, sont à l'honneur au stand de Renault Algérie à l'édition 2017. A cette occasion, Renault Algérie Production fête ses 3 ans et lance la version diesel de sa «succes story» en Algérie, la Symbol. Il a également été procédé à la présentation du bilan du succès industriel et humain de son aventure MIB.

Premier modèle monté en Algérie, la Renault Symbol «Made in Bladi» est un succès commercial reconnu, et sa positionne depuis son lancement, en novembre 2014, comme le leader incontesté du marché algérien, avec plus de 83 000 ventes.

A l'occasion de ce 3<sup>e</sup> anniversaire, la marque au losange a d'ailleurs annoncé le lancement prochain de la version diesel de

Renault Symbol Dernaha Djazairia. Cette nouvelle motorisation 1.5 dCi sera proposée à la commande dès le début de l'année 2018 au prix de 1 799 000 DA. Pionnier de l'industrie automobile algérienne, le Groupe Renault s'est engagé à contribuer davantage au développement économique de l'Algérie, en réaffirmant son objectif de production et d'atteindre un taux d'intégration locale de 45% en 2023.

Deuxième modèle produit à Oued Tlilat, la Dacia Sandero Stepway. Lancée en septembre 2016, elle connaît une demande considérable de la part des clients, et s'est déjà hissée en 1<sup>er</sup> position des véhicules les plus vendus de son segment en Algérie, avec près de 33 000 ventes, dont 70% en motorisation diesel.

L'usine de Renault Algérie Production a accéléré son développement et dépassé ses objectifs, depuis son inauguration le 10 novembre 2014. En seulement trois ans, l'usine a fabriqué plus de 100 000 véhi-

cules, passant de 20 000 véhicules produits en 2015, à 42 000 en 2016, pour finir cette année 2017 à 60 000 véhicules tombés de chaîne. Plus de 1 060 collaborateurs recrutés et formés aux métiers de l'industrie automobile, soit plus du quadruple des effectifs par rapport au démarrage, et plus de 600 emplois indirects créés.

En parallèle, Renault Algérie Production travaille avec 150 fournisseurs de services et biens d'équipement ainsi que 5 fournisseurs locaux accompagnent l'usine dans l'intégration locale des pièces embarquées sur les véhicules montés localement. Le taux d'intégration atteint désormais 30%, incluant des pièces majeures telles que les sièges et les câblages.

Un troisième modèle sera lancé sur la chaîne de montage en 2018, soit 3 modèles en 3 ans, illustrant la capacité des équipes à gérer une diversité de production croissante avec un vrai savoir-faire Renault, explique Hichem Nacer Bey, directeur commercial de Renault Algérie.



Ph. > Ali Zidane/J.A.

A l'occasion du Salon Autowest 2017, les nombreux visiteurs du Centre des conventions d'Oran pourront découvrir l'univers du service après-vente Renault : l'expertise et la qualité du service Renault en matière d'entretien, de garantie, de pièces d'origine.

Toujours soucieux de la satisfaction de ses clients, le service après-vente de Renault s'engage

à travers son réseau de distribution à apporter, tout au long de l'année, des solutions adaptées pour l'entretien et la réparation de leurs véhicules : l'utilisation de pièces d'origine certifiées, la garantie du véhicule de 3 ans/100 000 km, la garantie après-vente d'un an sur la pièce et la main-d'œuvre et les forfaits d'entretien tout inclus.

Salon Autowest Oran 2017

## GMI Hyundai Trucks & Bus, une gamme riche



**A** l'occasion du Salon de l'automobile d'Oran Autowest qui se tient actuellement au Centre des conventions d'Oran, Global Motors Industries, représentant Officiel de Hyundai Truck & Bus en Algérie, pionnier de l'investissement à Batna, où plusieurs centaines d'emplois ont été créés dans la région, expose la totalité de ses modèles et nouveautés commercialisés en Algérie. Il s'agit notamment de la gamme standard HD35 et HD65 ainsi que de la mise en avant du suc-

cesseur du HD72, à savoir le HD78 qui se distingue par sa plus grande performance. A cette occasion, il a été procédé par ses responsables de la filiale du Groupe GMI, à la présentation du HD120, destiné essentiellement au secteur de la construction en milieu urbain et à la livraison. Global Motors Industries a, par ailleurs, révélé au public le H350 Frigo qui constitue une première en Algérie. Ce modèle est spécialement conçu au profit de l'industrie pharmaceutique. Décliné en deux configurations, Porteur 4X2 et Tracteur 6X4, le Xcient 4X2 n'a pas manqué de retenir l'attention du public. Actuellement en maturation, son lancement est prévu pour le premier semestre 2018. Outre ces modèles qui ont toujours la cote auprès du consommateur algérien, GMI a choisi cet événement pour mettre en avant le HD270, très demandé dans le secteur de la construction. Le H350 Limousine a été, pour sa part, exceptionnellement présenté lors de l'Autowest. Ce véhicule de luxe devrait susciter l'intérêt des entreprises à vocation touristique. Global Motors Industries, qui vise l'algérianisation de ses produits par une plus grande intégration, dispose d'un réseau de distribution de 20 points de vente et de service sur l'ensemble du territoire national.

Formation aux métiers de l'automobile

## PSA s'engage pour la création de la filière d'excellence en Algérie

**L**e Groupe PSA a cosigné une déclaration d'intention avec le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels et le ministère de l'Education nationale (France) en marge du CIHN qui s'est tenu à Paris le 7 Décembre 2017. Cette déclaration d'intention a pour objet de développer une filière d'excellence dans les métiers de l'automobile pour accompagner le développement d'un pôle industriel dans ce secteur en Algérie.

Cet accord a pour objectif d'accompagner le développement de la formation professionnelle en Algérie, avec le support des parties prenantes et du Groupe PSA. Ces filières de formation qui seront aux meilleures normes internationales, permettront, à terme, une insertion optimale de ressources humaines



qualifiées qui accompagneront l'implantation de l'usine du Groupe PSA dans la région d'Oran.

La volonté du Groupe PSA, à travers sa nouvelle filiale Peugeot Citroën Production Algérie (PCPA), contribuera à la création d'un établissement de formation dédié aux métiers de

l'automobile pour développer des compétences spécifiques à l'industrie automobile, en accompagnement de son activité de production de véhicules en Algérie, ainsi que le développement de nouvelles filières de formation dans les métiers de la maintenance et de l'après-vente automobile.

Cima Motors

## Objectif : 100 000 unités assemblées et lancement de l'usine Suzuki en 2018



**T**ahkout Manufacturing Company annonce avoir assemblé et commercialisé pas moins de 40 000 voitures Hyundai en 2017 dans son usine de Tiaret, et se fixe un objectif de 100 000 unités pour 2018. A l'occasion de la participation de Cima Motors au Salon Autowest 2017, Billel Tahkout, vice-président

du Groupe Tahkout, a annoncé, lors d'un point de presse, l'ambition de son groupe d'assembler pas moins de 100 000 véhicules Hyundai dans son usine de Tiaret sur les douze mois de l'année 2018. A rappeler qu'on 2017, 40 000 modèles sont sortis des chaînes d'assemblage. En outre, le conférencier dira que la gamme de véhicules Hyundai assemblés dans l'usine de Tiaret sera étoffée par l'arrivée des utilitaires légers de la marque sud-coréenne H1 et H100. Les premiers fourgons et petits camions montés en Algérie sont

prévus pour le premier trimestre 2018. Par ailleurs, il est indiqué que Tahkout Manufacturing Company prévoit un passage à un assemblage en CKA d'ici à fin 2018, une nouvelle étape qui passera forcément par la mise en place d'ateliers de peinture et carrosserie... Un challenge à relever pour les équipes de TMC. Par ailleurs, Cima Motors avait annoncé récemment un nouveau projet industriel, une usine de montage de véhicules Suzuki qui sera implantée dans la wilaya de Saïda. Selon le parton du Groupe Tahkout, deux modèles seront assemblés pour un premier temps, il s'agit de la Alto et de la nouvelle Swift. Pour l'occasion, Cima Motors expose les modèles Ignis, Ciaz, Vitara, Ertiga et Baleno version essence de la marque Suzuki.





Corée du Nord

# Washington prêt à parler à Pyongyang «sans condition préalable», selon Tillerson

■ Les États-Unis sont prêts à entamer des discussions avec la Corée du Nord «sans condition préalable», même s'ils restent déterminés à obtenir par tous les moyens, y compris militaires, que Pyongyang renonce à l'arme nucléaire, a déclaré mardi le secrétaire d'État américain Rex Tillerson.

Par Rosa C.

La Russie et la Chine ont salué hier ses déclarations qui semblent assouplir la position de Washington, même si la porte-parole de la Maison-Blanche Sarah Huckabee Sanders, a assuré mardi que le président Donald Trump «n'a pas changé de position sur la Corée du Nord». Elle n'a pas précisé cette position. Par le passé M. Tillerson s'était fait publiquement rabrouer par M. Trump pour avoir évoqué l'existence de «canaux de communication» pour «sonder» les intentions du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un en vue d'un éventuel dialogue. «Il perd son temps à négocier», avait tweeté M. Trump début octobre. Le Kremlin a salué un changement de ton «constructif» de Washington avec des déclarations «beaucoup plus satisfaisantes que la rhétorique de confrontation que nous entendions jusque-là», selon son



porte-parole Dmitri Peskov. La Chine, en termes toutefois plus mesurés que Moscou, a pris note des déclarations de M. Tillerson et espéré que les États-Unis et la Corée du Nord vont entreprendre «des pas significatifs vers le dialogue», selon le porte-parole des Affaires étrangères Lu Kang. Au moment même où M. Tillerson faisait

cette annonce, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a, lui, alimenté la guerre des mots de ces derniers mois en assurant vouloir faire de son pays «la puissance nucléaire et militaire la plus forte au monde». Cela n'empêche pas Pyongyang d'être d'accord pour considérer qu'il est important d'éviter une guerre avec les États-Unis», selon le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires politiques, l'Américain Jeffrey Feltman. Le responsable de l'ONU a rendu compte mardi à huis clos au Conseil de sécurité de l'ONU de son séjour la semaine dernière en Corée du Nord, à l'issue duquel Pyongyang avait accusé les États-Unis de «chantage

nucléaire». Jusqu'ici, l'administration de Donald Trump avait toujours affirmé que d'éventuelles négociations avec la Corée du Nord ne pourraient se tenir, à terme, qu'à condition d'avoir comme objectif la dénucléarisation de la péninsule coréenne. «Il n'est pas réaliste de dire "nous allons discuter avec vous seulement si vous venez à la table des négociations prêts à abandonner votre programme"» nucléaire, a nuancé mardi Rex Tillerson lors d'une conférence à Washington. «Ils ont bien trop investi là-dedans», a-t-il estimé au sujet du développement de missiles intercontinentaux et d'armes nucléaires par le régime de Pyongyang. «Nous sommes prêts à discuter dès que la Corée du Nord voudra discuter», a-t-il poursuivi. «Nous sommes prêts à tenir une première réunion sans condition préalable». M. Tillerson, qui s'exprimait lors d'une séance de questions-réponses, n'avait pas fait référence à l'absence de condition préalable dans son discours préparé à l'avance. Mais il avait rappelé que l'objectif américain restait bien d'obtenir, coûte que coûte, l'abandon «vérifiable» des armes nucléaires par la Corée du Nord. «Rencontrons-nous, parlons de la météo si vous voulez, ou discutons pour savoir s'il faut une table carrée ou ronde si c'est

ce qui vous fait plaisir. Mais au moins voyons-nous face à face et ensuite on pourra commencer à établir une feuille de route de ce vers quoi nous voudrions aller», a-t-il encore détaillé. «Je vais poursuivre nos efforts diplomatiques jusqu'à ce que la première bombe soit lâchée», a par ailleurs lancé M. Tillerson tout en se disant «confiant» dans la réussite de la «campagne de pression» internationale visant à sanctionner et isoler Pyongyang. «Comme toujours dans la diplomatie», «nous avons une présence militaire forte derrière nous»: «si la Corée du Nord fait de mauvaises choix, nous sommes prêts militairement», a-t-il aussi prévenu, estimant que les États-Unis ne pouvaient «simplement pas accepter une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire». Donald Trump a plusieurs fois menacé de «détruire totalement» la Corée du Nord en cas d'attaque de la part du régime de Kim Jong-Un.

Selon le chef de la diplomatie américaine, si les Nord-Coréens ne renoncent pas à leurs ambitions nucléaires, «ils risquent de franchir un seuil à partir duquel nous, les diplomates, ne pourrions plus rien faire». «Si nous franchissons ce seuil, j'aurais échoué. Et je ne veux pas échouer», a insisté Rex Tillerson.

R. C.



## Points chauds

Environnement

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump est massivement critiqué depuis son arrivée à la Maison-Blanche pour la mise en place de ses promesses électorales, notamment concernant l'immigration et la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, il est aussi critiqué par de nombreux dirigeants internationaux pour ses positions rétrogrades sur le climat. Emmanuel Macron, lors d'une interview diffusée cette semaine sur la chaîne américaine CBS, a d'ailleurs profité de l'occasion pour interpellé Donald Trump qui a décidé de retirer les États-Unis de l'accord de Paris en lui rappelant sa «responsabilité face à l'histoire». Le président a rejeté l'idée d'un nouvel accord lancée par Donald Trump après sa décision le 1<sup>er</sup> juin. «Je suis désolé de le dire, ça ne marche pas, donc désolé, mais je pense que c'est une grande responsabilité face à l'histoire et je suis assez certain que mon ami le président Trump va changer d'avis dans les mois ou les années à venir», a-t-il énoncé d'un ton calme en répondant, en anglais, aux questions du journaliste américain Jeff Glor. Macron a estimé qu'il était «extrêmement agressif de décider seul de tout simplement quitter» l'accord conclu entre plus de 190 pays en 2015, affirmant : «Je ne suis pas prêt à renégocier, mais je suis prêt à accueillir Donald Trump s'il décide de revenir». Questionné sur ses échanges avec son homologue américain, Emmanuel Macron, a assuré qu'il avait des discussions «très fluides et ouvertes». La relation entre les deux chefs d'État est «très directe», a-t-il assuré. Macron, qui était devenu le Français le plus retweeté pour son «Make Our Planet Great Again» en réponse à Donald Trump, a insisté sur le caractère historique de la lutte contre le réchauffement de la planète. «Si on décide de ne pas agir et de ne pas changer la manière dont nous produisons, dont nous investissons, dont nous nous comportons, nous serons responsables de milliards de victimes. Je ne veux pas être un dirigeant dans cette situation, alors agissons maintenant», a lancé le président français. Le chef d'État, qui veut être un leader du combat climatique mondial, est à l'origine d'un nouveau sommet qui a réuni cette semaine à Paris plusieurs dizaines de dirigeants pour tenter de donner un coup d'accélérateur au financement insuffisant de la lutte contre le changement climatique. Ce sommet marquera le deuxième anniversaire de l'accord de Paris, que Donald Trump a qualifié de «très injuste» pour son pays puisqu'il permettrait, selon lui, aux autres nations de prendre un avantage sur l'industrie américaine. Reste à voir si l'appel très direct de Macron aura un impact sur Trump, ou si ce dernier restera ferme sur sa décision de ne pas faire de l'environnement une priorité de son mandat.

F. M.

Californie

## La progression des incendies ralentie

Un incendie monstre ravageait toujours mardi le nord de Los Angeles en Californie, mais sa progression était ralentie par les milliers de pompiers déployés pour le combattre. Le principal brasier, baptisé «Thomas», a brûlé près de 95.000 hectares et n'est contenu qu'à 20%, selon un bilan de l'agence californienne de lutte contre les incendies, Calfire. En 24 heures, il n'a toutefois progressé que d'un millier d'hectares dans les comtés de Ventura et de Santa Barbara. Des ordres d'évacuation ont été pris pour les zones menacées des villes de Montecito, Summerland et Santa Barbara.

A Carpinteria, une localité côtière au nord-ouest de Los Angeles, les flammes ont calciné les feuilles des palmiers dont il ne reste que les troncs, devant des carcasses de voitures calcinées alors que plusieurs bâtiments sont en ruine. La végétation sur la colline est carbonisée.

Quelques habitants, comme Ken Coffey, n'ont pas obéi aux ordres d'évacuation. «Je vais peut-être brûler mais c'est la façon la plus honorable de défendre sa maison», explique-t-il à l'AFP.

Il affirme avoir vu «des flammes de 60 mètres» en haut des plus grands arbres, alors que le thermomètre affichait plus de 60 degrés dans la nuit de lundi à mardi. «C'était vraiment dangereux», dit-il, saluant le courage des pompiers qui «s'aspergeaient d'eau les uns les autres avant de repartir» dans la fournaise.

Près de 6 400 soldats du feu se relaient depuis une semaine alors que le danger reste «extrême», avec des vents qui soufflent entre 25 et 65 km/h, selon les services météorologiques de Los Angeles.

Ils n'ont pas pu sauver la maison de Don Thompson, un pilote de ligne à la retraite, dont il ne reste que deux cheminées. «Il y a eu des larmes» quand il a découvert le spectacle de désolation, dit-il, avouant avoir aussi trouvé une forme de «majesté» dans le brasier: «C'est la destruction, mais c'est aussi la nature et sa beauté». Les multiples foyers de «Thomas» ont enseveli tous les alentours à des kilomètres à la ronde dans un épais nuage de fumée qui bloque la visibilité à 50 m et rend l'air irrespirable. Des cendres flottaient dans l'air sur le parc de Toro Canyon où, avec

une vingtaine de camions, les pompiers ont établi une base.

«On tente de faire une ligne pour stopper le feu mais on est vraiment handicapés par la fumée qui empêche les avions de larguer le retardant», les produits chimiques utilisés pour combattre les incendies, a expliqué à l'AFP le capitaine Don Camp. «Le feu est difficile à contrôler à cause du taux d'humidité proche de zéro, des températures au-dessus de la normale et des vents de Santa Ana», a-t-il ajouté, alors qu'il s'attendait à passer une nouvelle nuit blanche pour combattre les flammes.

«Thomas» est l'incendie «le plus vaste jamais enregistré dans le comté de Ventura en termes de taille, et le cinquième dans l'histoire» de la Californie, selon les services météorologiques de Los Angeles.

D'autres foyers au sud de la mégapole californienne sont désormais maîtrisés à plus de 90%.

Au total, les feux ont détruit plus de 100 000 hectares et provoqué l'évacuation de centaines de milliers de personnes. Ils ont fait un seul mort et quelques blessés, selon les secours.



## Exposition

# Des artistes algériens revisitent le «Guernica»

■ Une exposition collective, réunissant les travaux de cinq plasticiens algériens autour de l'œuvre «Guernica» du célèbre peintre espagnol Pablo Picasso, a été inaugurée mardi soir à Alger.

Par Adéla S.

Cette exposition, intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica», est le fruit d'une résidence de création de deux semaines organisée par l'Institut culturel espagnol «Cervantès» d'Alger à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire du «Guernica», et qui a rassemblé Mouna Bennaamani, Djahida Houadef, Abderrahmane Aidoud, Amor Idriss Dokman, Abderrahmane Cherif et l'artiste espagnol Julio Lozano.

Dans l'esprit de cette œuvre, célèbre symbole universel de la cruauté de la guerre, l'artiste peintre algérien Abderrahmane Aidoud propose un grand format en acrylique sur toile, mettant en scène de manière figurative la cruauté et la violence par une palette de couleurs très sombres dans une scène symbolisant les bourreaux par des formes animales féroces comme

dans l'univers de Picasso.

Dans un travail de recherche plus poussé et plus contemporain, l'artiste Mouna Bennaamani propose un grand format fragmenté en quatre, réalisé au fusain, et qui évoque la cruauté de la guerre à travers des visages et des corps meurtris et encombrés de fumée, dans une œuvre intitulée «Miicha talba hchicha» (une vie à la recherche de végétation), déformation d'un adage algérien montrant l'impact de la guerre sur l'environnement direct de l'homme.

Intitulée «Dialogue avec le Guernice», le tableau de Djahida Houadef reprend le représentation cubiste des animaux matérialisant la violence et l'univers végétal et coloré qui caractérise les travaux de l'artiste dans une œuvre présentée en seize petits formats assemblés.

Pour sa part, le photographe et artiste peintre espagnol Julio Lozano expose un grand format



atypique réalisé sur une plaque de métal alliant la photographie et le dessin, montrant des photos en noir et blanc de femme criant sa détresse et d'homme manifestant leur joie autour d'une bateau en bois échoué et détruit par une mère agitée, évoquant le drame actuel du dépla-

cement des populations fuyant la guerre.

Œuvre majeure de Pablo Picasso, «Guernica» a été réalisé en juin 1937 pour l'exposition universelle de Paris. Dans cette toile de très grand format l'artiste dénonce dans un style cubique le bombardement de la

ville de Guernica lors de la guerre d'Espagne (1936-1939) et devient un symbole de l'opposition à la violence franquiste et de la dénonciation de l'horreur de la guerre.

Conservé aux Etats-Unis, «Guernica» qui a beaucoup contribué à la médiatisation de la guerre d'Espagne, a été transféré en 1981 vers un musée à Madrid où il est conservé.

L'exposition «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica» se poursuit à l'Institut Cervantès jusqu'au 25 janvier 2018.

A. S./APS

## Constantine

## Le petit Ihsane Abdelkados Louhichi remporte le prix de la calligraphie

Le prix de la meilleure œuvre calligraphique a été décerné mardi après-midi au petit Ihsane Abdelkados Louhichi (11 ans), au terme de la 2<sup>e</sup> édition de la Semaine de la calligraphie arabe tenue au musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles à Constantine-Palais Ahmed-Bey.

La seconde place est revenue à Borhane-Eddine Belazizia de l'école régionale des beaux-arts de Constantine, tandis que la troisième est revenue à Mehdi Bouziane qui suit

des cours à distance de niveau moyen. Le petit Ihsane a exprimé son immense joie de cette consécration et remercié, à l'occasion, son maître, le calligraphe Mohamed Amrani, qui lui enseigne les arcanes de cet art islamique depuis l'âge de 6 ans. Ihsane a exprimé son désir de devenir un artiste calligraphe. Initiée par la direction de wilaya de la culture en coordination avec l'association «Homat» Constantine à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe (18 décembre), la Semaine de la calligraphie a

donné lieu à des conférences d'universitaires et calligraphes dont Mohamed Amrani, enseignant de calligraphie à l'université Emir Abdelkader, qui a présenté les principales phases de l'évolution historique de la calligraphie arabe.

Ouverte le 5 décembre, la manifestation placée sous le slogan «la calligraphie arabe, beauté de la lettre et éclat des formes» a donné lieu à l'organisation d'une exposition de diverses œuvres calligraphiques.

K. L.

## Coopérative culturelle «Afkhar oua founoun» d'El Eulma

## El Ghabhiboun (Les furieux) nouvelle opérette

«El Ghabhiboun» (Les furieux) est une nouvelle opérette que la coopérative culturelle «Afkhar oua founoun» de la ville d'El Eulma (Sétif) est en train de monter en prévision de sa présentation à la prochaine fête de l'indépendance, a indiqué son réalisateur

Abdelwahab Tamhachet. Cette œuvre met en lumière le moment et le lieu «révolutionnaires» qui avaient connu à El Eulma le déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, a déclaré lundi le réalisateur à l'APS, en marge de la présentation à Souk Ahras de l'opérette

«Maalim» de la même coopérative.

Cette nouvelle œuvre est interprétée par 20 comédiens qui participent à un spectacle théâtral riche en chant, musique et chorégraphie, voulu à la hauteur de l'événement célébré, a indiqué l'artiste qui a fait état d'une nou-

velle pièce pour enfants, «El-Kassoul», que la coopérative présentera durant les prochaines vacances dans 8 wilayas.

En marge de la présentation de l'opérette «Maalim», la famille du chahid Kamel Ouaslati a été honorée par les autorités locales. R. C.

## Depuis son ouverture il y a trois ans

## Plus de 80 000 visiteurs au musée de la mémoire

Le musée de la mémoire, au parc de la Concorde civile de Ben Aknoun Alger, a accueilli, depuis son ouverture il y a trois ans, plus de 80 000 visiteurs, des écoliers et étudiants pour la plupart, a affirmé mardi la directrice du musée, M<sup>me</sup> Salima Thabet.

«Le musée a ouvert ses portes en octobre 2014 et a reçu, à ce jour, plus de 80 000 visiteurs, des écoliers et des étudiants pour la plupart, venus découvrir des pans de l'histoire d'Algérie entre 1830 et 1962», a précisé M<sup>me</sup> Thabet dans une déclaration à l'APS.

Le musée qui s'étend sur une surface de près de 3 000 m<sup>2</sup>, propose des champs thématiques sur différentes étapes de l'histoire depuis le début de l'occupation française, soutenus par des supports documentaires et matériels permettant au visiteur de parcourir l'histoire au moyen des technologies modernes, ajoute M<sup>me</sup> Thabet.

Les hauts faits et les gloires de la guerre de Libération nationale mais aussi la prison de Barberousse, les chambres de torture, les lieux macabres où ont été commis les crimes

contre les Algériens, sont autant de faits relatés et illustrés dans ce musée.

L'accès à cette exposition est gratuit et ouvert au public tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, a rappelé M<sup>me</sup> Thabet qui invite les familles à s'y rendre.

Des films-documentaires, des conférences, ainsi que des témoignages de moudjahidine sont programmés à chaque événement historique, a encore rappelé M<sup>me</sup> Thabet.

Racim C.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger-Centre)**

**Jusqu'au 2 janvier 2018 :** Exposition de peinture thème : «L'Algérie porte d'Afrique» avec les artistes peintres Hakim Bouchakour, Dokman Omar Dris, Tahar Hadhoud.

**Atelier Rochedi (Beauséjour, Bir Mourad Rais, Alger)**

**Jusqu'au 15 décembre :** Exposition «Moonlight» des artistes Valentina Ghanem et Rochedi Bessaih.

**Opéra d'Alger Boualem-Bessaih**

**18 décembre :** «Algeria meets India» est un spectacle du groupe «Rythmosaic» dirigé par la grande chorégraphe et spécialiste de danse populaire Dr Mitul Sengupta.

**Salle des spectacles Ahmed-Bey**

**19 décembre à 19h00 :** Le même spectacle de la formation indienne «Rythmosaic» est programmé à Constantine

**Théâtre régional d'Oran**

**14 décembre :** Récital lyrique animé par la soprano Ana Hasler, accompagnée du pianiste David Casanova.



## Coup-franc direct

### Affaire Karouf bis !

Par Mahfoud M.

L'Algérie connaît un nouveau scandale avec la décision de la FIFA d'octroyer les trois points du succès lors de son dernier match des éliminatoires du Mondial 2018 face au Nigeria, étant donné que cette équipe a fait jouer un élément qui était sous le coup d'une sanction et d'une suspension. Certes, cette nouvelle devait nous réjouir vu qu'on prend trois points qui nous permettent de terminer avec quatre points, mais là où le bât blesse, c'est que nous ne nous sommes pas rendu compte de cette erreur monumentale et n'avons pas bien préparé le match face aux Green Eagles en ne décortiquant pas les fiches techniques des joueurs qui ont pris part à cette rencontre. C'est donc une affaire Karouf-bis, sauf que cette fois on a pris des points au lieu de les défalquer, comme ce fut le cas lors de cette affaire qui avait défrayé la chronique lors des années quatre-vingt dix et nous avait privés à cette époque de la CAN qui s'était jouée chez nos voisins tunisiens. Les responsables du football algérien sont appelés à tirer les leçons de ces erreurs monumentales qui ne font que ternir l'image de notre balle ronde nationale qui doit se consolider en mettant les hommes qu'il faut aux postes de responsabilité pour ne plus faire ce genre d'erreurs à l'avenir.

M. M.

### Le Symposium de la FAF clôturé

#### Zetchi : «Il faut du temps pour récolter les fruits»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a demandé, mardi à Alger, d'avance, de patience et de sérénité pour pouvoir redresser la situation du football algérien, qui traverse des moments difficiles après une période d'euphorie. «Nous sommes sortis de ce symposium avec beaucoup de points positifs, mais j'assure que je n'ai pas une baguette magique pour mettre en application du jour au lendemain toutes les recommandations de cette rencontre», a déclaré Zetchi en conférence de presse, assurant que la rude mission de redressement du football national nécessite un travail de longue haleine. «Même si on arrive à appliquer toutes les recommandations dont plusieures dépassent nos prérogatives, il faudra du temps pour récolter les fruits, alors il ne faut pas s'attendre à des miracles dès demain», a-t-il averti. Durant deux jours de travaux, les huit ateliers installés ont préconisé 80 recommandations, notamment sur le football amateur et professionnel, son organisation, sa refonte, l'arsenal juridique à mettre en place, l'arbitrage, l'éradication de la violence, la rationalisation de l'utilisation des infrastructures ainsi que la médecine sportive et la lutte contre le dopage. Une commission de suivi de l'application des résolutions de ce symposium sera installée dès le prochain bureau fédéral, a fait savoir le patron de la FAF. «Le temps nous dira si cette étape de réflexion est meilleure ou pas que les Assises du football organisées en 1995. Des recommandations n'ont pas trouvé de suite pendant 20 ans. Nous espérons faire beaucoup mieux». Le professionnalisme dans le football algérien instauré en 2010, est vivement critiqué à cause de la situation de faillite dans laquelle se trouvent les nouvelles sociétés sportives par actions (SSPA). «Si je parle en tant que simple acteur du football algérien je stopperai dès demain l'hémorragie en mettant fin au professionnalisme. Mais je suis président de la FAF et je me dois de capitaliser l'expérience des précédentes années et revoir ce qui n'a pas marché»,

admet Zetchi. Le premier responsable du sport roi en Algérie a renouvelé son appel à toute la famille de la balle ronde pour que chacun apporte sa pierre à l'édifice. «Nous avons même envoyé une invitation à l'ex-président de la FAF, Mohamed Raouraoua. On aurait souhaité qu'il soit parmi nous pour nous faire profiter de sa grande expérience», a encore ajouté Zetchi. Le président de la Ligue professionnelle de football (LFP), Mahfoud Kerbadj, a brillé par son absence et n'a assisté qu'à la cérémonie d'ouverture. Quelque 500 personnes (techniciens, experts et anciens joueurs toutes générations confondues) ont participé à ce symposium placé sous le haut-patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. Plusieurs personnalités du football national seront honorés lors d'une cérémonie prévue en soirée.

#### «Nous n'avons reçu aucune notification pour le rejet de la candidature d'Ould Zmirli»

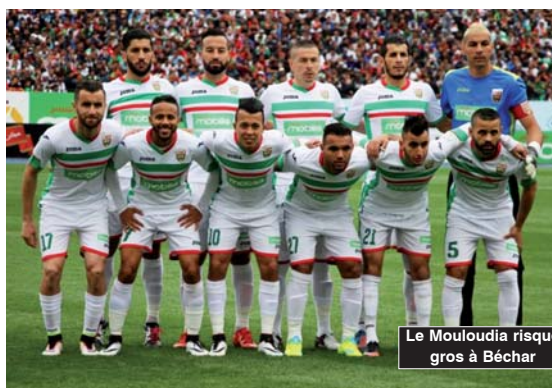
La Fédération algérienne de football (FAF) n'a reçu pour le moment aucune notification de la part de la Confédération africaine de football (CAF) concernant un éventuel rejet de la candidature du vice-président de la FAF, Bachir Ould Zmirli, aux élections du Comité exécutif de l'instance continentale en février prochain. «Pour mettre les choses bien au clair, je dis qu'au jour d'aujourd'hui, nous n'avons reçu aucune notification de la CAF nous informant du rejet de la candidature de Ould Zmirli. Je tiens à préciser que le dépôt du dossier s'est fait dans les délais, soit jeudi dernier avant minuit. S'il y a un autre motif de rejet, nous allons puiser toutes les voies de recours possibles pour faire valoir nos droits, quitte à solliciter un arbitrage du Tribunal arbitral du sport (TAS)», a affirmé le président de la FAF lors d'un point de presse tenu en clôture du Symposium qui s'est tenu au Centre international des conférences (CIC) sur le nouveau du football national.

# Ligue I Mobilis (15<sup>e</sup> journée) Choc à Béchar, l'USMA pour confirmer

■ Les premiers matchs de la 15<sup>e</sup> et dernière journée de Ligue I Mobilis donneront lieu à des confrontations très intéressantes à voir, surtout entre les équipes qui jouent le haut du tableau.

Par Mahfoud M.

Ainsi, le stade du 20 - Août 55 de Béchar abritera le choc de cette journée, entre le dauphin, la JS Saoura, et un autre prétendant à une place honorable au classement, le Mouloudia d'Alger. Les gars de la Saoura, battus par le MCO lors de la précédente journée, feront tout leur possible pour se reprendre. Les pouillans de Bouali ne souhaitent pas se laisser distancer et veulent donc prendre les trois points qui leur permettront de terminer cette phase aller en force. Nul doute que les Sudistes mettront une grosse pression sur les Algérois pour essayer de les déstabiliser dès l'entame de la rencontre. Quoi qu'il en soit, ils doivent faire très attention à cette équipe du Mouloudia d'Alger qui ne se présentera pas en victime expiatoire et fera tout pour revenir avec, tout au moins, le point du nul. Le Doyen qui reste sur une belle victoire lors du dernier derby face à l'USMH, garde l'espoir de réussir cette sortie pour ne pas être éjecté de la course à une place parmi les premiers. La JS Kabylie qui n'arrive pas à se libérer sera au



Le Mouloudia risque gros à Béchar

piéd du mur ce vendredi en recevant le MC Oran et devra, impérativement, l'emporter pour sortir de cette impasse. Les Canaris savent qu'il n'est plus possible de laisser filer encore des points à domicile, surtout que la situation sera encore plus compliquée en cas d'un autre échec. Avec le nul ramené de Bologhine face à l'USMA, les Kabyles nourrissent l'espoir de renouer avec le succès cette fois-ci et faire plaisir à leurs fans qui ne souhaitent pas revivre la mésaventure de la saison passée, où l'équipe avait flirté avec la relégation. Enfin,

l'USM Alger qui s'est repris de fort belle manière en revenant avec les trois points du succès du match en retard face à l'ESS, souhaite continuer sur la même lancée et revenir aussi avec la victoire de cette sortie à Blida où l'USMB l'attend de pied ferme.

M. M.

**Le programme :**  
**Vendredi 15 décembre 2017 :**  
JSK-MCO (16h)  
JSS-MCA (18h)  
USMB-USMA (15h)

## Ligue II Mobilis (15<sup>e</sup> journée) L'ASAM pour l'échappée

La 15<sup>e</sup> et dernière journée de la Ligue II Mobilis sera favorable au leader, l'ASM Aïn Milla, qui affronte le GC Mascara dans une rencontre qui devrait tourner à son avantage, surtout que l'équipe locale se trouve sur une courbe ascendante et ce n'est pas le GCM qui pourrait la stopper. De son côté, le dauphin, le MO Béjaïa, se rendra à Saïda où le Mouloudia local l'attendra de pied ferme et fera tout son possible pour le battre. Les Crabes qui voyagent bien iront avec la ferme intention de revenir avec un résultat probant. Tout reste possible pour les Vert et Noir qui ne perdent pas espoir de réussir cette sortie surtout que la course devient de plus en plus serrée et qu'il faudra donc bien négocier les prochaines sorties qui seront

très difficiles lors de la phase retour. Le RC Relizane qui revient en force ces derniers temps, ce qui lui avait permis de monter sur le podium, aura un déplacement périlleux à effectuer en se rendant à Aïn Fekroun où le CRBAF l'attendra de pied ferme. Les Lions de la Menna savent ce qui les attend et sont décidés à revenir au moins avec le point du nul. L'ASO Chlef qui ne décroche pas et qui tout au contraire est relancée dans la course à la montée, devrait donner la réplique au CA Bordj Bou Arréridj et fera tout pour prendre les trois points qui restent très importants pour la suite du parcours. Les Chélifiens n'ont, en tout cas, pas le choix et devront se donner à fond pour continuer à croire en leurs chances de

jouer l'accession en Ligue I qui reste le principal objectif de l'équipe cette saison. Mais il leur faudra être très vigilants car ils rencontrent, cette fois-ci, une formation qui revient de loin et qui a réussi une très belle remontée depuis quelque temps.

M. M.

**Le programme :**  
**Vendredi 15 décembre 2017 à 15h :**  
CRBAF-RCR  
ASAM-GCM  
CAB-ABS  
JSMS-MCEE  
MCS-MOB  
JSMB-WAT  
RCK-ASMO  
ASO-CABBA

## Coupe d'Afrique des clubs de basket-ball (2<sup>e</sup> journée) GSP perd face à Sport Libolo e Benfica (Angola)

Le GS Pétroliers s'est incliné devant Sport Libolo e Benfica (Angola) sur le score de 84 à 87 (mi-temps : 42-35), mardi soir pour le compte de la deuxième journée du groupe B de la 32<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions de basket-ball (messieurs), organisée du 11 au 20 décembre à Radès en Tunisie. Les résultats des quatre

quart-temps ont été comme suit : 27-12, 15-23, 24-28 et 18-24. Les Pétroliers s'étaient imposés lors de la première journée, disputée lundi face au Ferroviario da Beira (Mozambique), sur le score de 104 à 80. Le GSP occupe provisoirement la deuxième place avec trois points, alors que Sport Libolo e Benfica pointe à la première place avec 4 points, en

attendant le déroulement des autres matchs de mardi. Les Pétroliers devaient jouer leur troisième match hier face au Gombe Bulls du Nigeria (13h30), alors que la 4<sup>e</sup> journée est prévue vendredi devant l'ASB Mazembe de RD Congo (13h30), avant de conclure le premier tour face au représentant tunisien de l'US Monastir (15h45), samedi.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Réseau social LinkedIn

## L'Algérien Nidam Abdi parmi les 25 contributeurs les «plus influents»

UN ALGÉRIEN a été classé parmi les 25 contributeurs les «plus influents» en 2017 sur le réseau social professionnel LinkedIn en France, a-t-on appris mercredi auprès de la rédactrice en chef Europe chez LinkedIn, Sandrine Chauvin. Nidam Abdi, consultant-expert, ex-journaliste à «Libération» et concepteur du site de veille (ecoinovatio.com), a été sélectionné parmi des entrepreneurs, économistes, formateurs ou consultants qui ont enregistré en moyenne 49 000 followers en un an sur LinkedIn. C'est pour la deuxième année consécutive en France, que le réseau social professionnel publie le classement «Top Voices» des 25 contributeurs les «plus influents» en 2017. «Qu'ils réagissent à une actualité, poussent un coup de gueule ou, simplement, partagent leurs connaissances, tous ont un objectif commun : valoriser leur expertise et susciter des conversations inédites parmi les 15 millions de membres de LinkedIn en France (530 millions dans le monde)», a déclaré Sandrine Chauvin, soulignant qu'au total, chaque semaine, «ce sont ainsi plus de 100 000 articles qui sont publiés sur le réseau et chaque minute, près de 1 000 posts partagés dans plus de 200 pays». Nidam Abdi, natif de Médéa, dont les sujets de prédilection sont l'évolution des bâtiments et des villes par l'impact des nouvelles technolo-

gies, LinkedIn a estimé qu'en se positionnant en tant qu'expert, il a réussi à monter un Groupement d'intérêt d'entreprises (GIE) «réunissant entreprise générale du bâtiment, agence de communication, experts en autoconsommation de l'énergie solaire et économiste de la construction». Dans une déclaration à l'APS, il a indiqué que «la valeur de la pensée et de la réflexion est importante, notamment les secteurs innovants», relevant que les réseaux sociaux, surtout professionnels, «ont bouleversé le monde avec des contenus qui sont à la portée de tous». Depuis octobre 2015, il intervient de manière régulière avec des analyses et réflexions autour de la transition numérique des territoires et pense que, pour l'Algérie, «une vraie réflexion doit être entamée sur les territoires qui sont en pleines mutations». Pour établir ce palmarès, LinkedIn a compilé une série de données, ainsi qu'un ensemble de signaux éditoriaux, en prenant en compte l'engagement (à savoir, le nombre de «j'aime», commentaires, partages par article, mais aussi par post et par vidéo publiés), la croissance du nombre d'abonnés (souvent liée à la régularité des publications), et enfin, le nombre de fois qu'un article a été mis en avant dans l'une des chaînes éditoriales du réseau en France. **K. N.**

## Cnapeste Tizi Ouzou

### Les enseignants décident de poursuivre la grève illimitée

LES ENSEIGNANTS de Tizi Ouzou affiliés au Conseil national autonome des personnels du secteur tertiaire de l'éducation (Cnapeste), en grève depuis le 20 novembre dernier, ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève à l'issue de la réunion de leur conseil de wilaya, avons-nous appris de sources proches du même syndicat autonome. Les comptes rendus des assemblées générales tenues par leurs adhérents à travers les différents établissements ont plaidé en faveur de la poursuite de la grève appuyée d'une marche à Tizi Ouzou en dépit de cette décision du tribunal administratif de Tizi Ouzou déclarant le caractère «illégal» de leur grève. Tout porte à croire que le bras de fer Cnapeste-DE va se corser davantage d'autant plus que les sorties de l'inspection académique locale ayant le verdict de la justice a plus qu'irrité les grévistes et que les apaiser. En effet, la note de la direction locale de l'éducation instruisant les chefs des établissements scolaires à organiser des rencontres entre grévistes et parents d'élèves a été décriée. A noter que jusqu'en milieu d'après-midi d'hier, le conclave du Cnapeste se poursuivait toujours au Technicum de la nouvelle ville de Tizi Ouzou duquel quelques statistiques liées au mouvement de grève ont filtré. A en croire les responsables du Cnapeste, la grève a touché 56 lycées, 22 collèges et deux écoles primaires avec 2 295 enseignants grévistes. Le directeur local de l'éducation a, de son côté, convoqué une réunion d'évaluation pour l'après-midi d'hier après cette décision de la poursuite de la grève. Il est utile de rappeler enfin qu'à l'origine de ce conflit dans lequel les élèves se sont retrouvés otages, l'agression d'une enseignante à l'intérieur des services de l'académie en date du 18 octobre dernier pour laquelle les protestataires réclament des sanctions contre ses auteurs dont le départ de deux cadres à la même direction.

Hamid M.

## La marche en faveur de Tamazight réprimée à Batna



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Après la grève du Cnapeste à Béjaïa

### Des lycéens réclament le report des examens

■ Après la grève du Cnapeste qui a duré 17 jours et dont le gel est intervenu avant-hier, voilà que des lycéens décident de faire à leur tour grève et ont rejeté le planning des examens. Ils ont refusé de rejoindre hier les salles de cours comme ils ont refusé surtout de subir les examens du premier trimestre.

Par Hocine Cherfa

Cela s'est passé hier, entre autres, au lycée El-Hammadia dit «Polyvalent» dans le centre-ville de Béjaïa, à Akbou et El-Kseur, etc... Les 2 000 élèves environ du lycée ont quitté les classes et ont refusé de rentrer dans l'établissement protestant contre la décision prise par l'administration de l'établissement et les enseignants d'entamer directement les examens après plus de deux semaines de grève et juste après son gel. Ils estiment qu'ils doivent d'abord «rattraper» le retard accusé dans l'avancement des programmes avant de passer aux examens. Ils demandent, ainsi, «la programmation des examens après les vacances d'hiver». Une réunion a eu lieu

hier avec les différents responsables, les enseignants et les représentants des étudiants afin de trancher la question. Cette protestation était prévisible et les lycéens estiment qu'ils ont été «abandonnés pendant 15 jours et là on se souvient d'eux». Les grévistes rappellent que même les devoirs ou partiels n'ont pas été tenus et trouvent anormal de passer directement aux examens. Le directeur de l'établissement a appelé pour sa part les élèves à rejoindre les salles et l'établissement estimant que leurs revendications sont inopinées mais, il s'est montré disposé à trouver une solution. Pour lui, il faut tout faire pour éviter que les élèves restent dehors. Par ailleurs, la RN 09 a été coupée hier par des lycéens à Bordj

Mira. Devant la direction de l'éducation quelque 300 à 400 élèves munis de leurs cartables s'y sont regroupés. Une délégation a été reçue par les responsables de la tutelle afin de calmer les esprits. «Nous avons effectivement reçu un groupe de lycéens auxquels nous avons expliqué que l'organisation des examens dépend des commissions locales au niveau des établissements, qui se doivent d'étudier au cas par cas en fonction du retard que connaît chaque lycée et collège. Nous avons rassuré les élèves sur le droit de prendre part à la décision pour une meilleure organisation qui va satisfaire tout le monde», indiquait hier le secrétaire général de la direction de l'éducation. Soutenus par des gens de la société civile, les manifestants dénoncent la proposition d'amendement proposée au Parlement par une députée au sujet de la promotion de la langue amazighe et sa généralisation à travers le territoire national surtout «une proposition d'une loi organique à même de pouvoir promulguer des décrets d'application liés aux nouvelles dispositions adoptées lors de la dernière révision de la Constitution en termes d'officialisation de cette langue comme langue nationale».

H. M.

H. C.

## Tizi Ouzou

### Près de 1000 cartes d'artistes ont été distribuées

QUELQUE 992 cartes d'artistes ont été distribuées à Tizi Ouzou, a indiqué, hier, la direction locale de la culture dans un communiqué. L'opération de remise de ces cartes d'artistes a été menée par la même direction (550) ainsi que par le conseil national des arts et des lettres (442), a précisé la même source. A rappeler que la distribution de la carte d'artiste a été entamée en février 2015 et ce à la faveur de l'adoption du «décret exécutif 14-69 du 09 février 2014 relatif aux modalités de couverture et de prestations sociales pour les artistes et auteurs». La carte professionnelle d'artiste permettra à son détenteur de s'affilier à la sécurité sociale, d'être reconnu en tant que membre actif de la société et de conférer un caractère professionnel à l'activité artistique.

H. M.

H. C.